

# Editorial

Autor(en): **Chambre de commerce suisse en France**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **40 (1960)**

Heft 4-5: **Aménagement du territoire travaux publics**

PDF erstellt am: **15.08.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Editorial

L'événement économique le plus important de ces jours derniers nous semble être en France la publication du « Rapport sur les obstacles à l'expansion économique » dit « Rapport Rueff-Armand ».

Nous pensons, en effet, qu'il donne une vue prospective de l'économie française indispensable à connaître si l'on veut maintenir un dialogue commercial fécond avec la France. A cet égard, il nous paraîtrait utile qu'il soit largement diffusé dans les milieux industriels suisses.

Il est, en effet, très important de savoir que l'économie française, malgré trop d'aspects encore contraires — les réactions engendrées par la publication de ce texte en ont dépeint quelques-uns — milite en faveur d'une politique réellement expansionniste. Comme il est indéniable que les mesures préconisées par le rapport Rueff-Armand coïncident avec un état d'esprit observé dans les jeunes générations aux responsabilités dans l'industrie et le commerce, on peut penser que nous sommes placés devant une évolution s'inscrivant naturellement dans le cadre économique, social, intellectuel et moral de la nation française.

De fait, les mesures libérales prises depuis janvier 1959 témoignent de l'abandon progressif de l'influence malthusienne, à moins que ce n'en soit précisément la disparition qui ait permis ou facilité l'éclosion de ces mesures. Lorsqu'on sait combien elle était parfois profonde chez le producteur comme chez le consommateur, et que cela conditionnait aussi bien l'économie que la morale et la psychologie, on saisit pourquoi cette constatation nous paraît primordiale. On ne s'adresse en effet plus à la France avec les termes utilisés lorsque sa politique économique était repliée sur elle-même. Nos propos doivent s'appliquer à une politique économique expansionniste, d'autant plus qu'il faut tenir compte du phénomène démographique qui l'anime.

Conscients de cette nécessité, nous avons pris l'initiative de réunir récemment, en un colloque, les organismes suisses intéressés à la propagande en France.

Nous avons été particulièrement heureux de constater que l'adhésion de chacun des deux pays à une organisation différente de l'Europe n'avait en rien entamé la considération que l'on éprouve en Suisse pour le rôle capital que joue la France, en tant que partenaire commercial. Trop de liens effectivement nous unissent pour que l'on puisse en envisager un relâchement.

D'autre part, indépendamment de toute opinion ou prévision sur le plan politique, les milieux économiques helvétiques sont conscients du renouveau considérable de l'économie française. Ils admettent qu'il est indispensable, dans la période de très haute conjoncture que la Suisse continue de connaître, de ne pas négliger en quoi que ce soit, au profit de marchés neufs et tentateurs, les marchés traditionnels, même si l'on y rencontre des obstacles d'ordre commercial ou psychologique.

Grâce à la compréhension des participants à ce colloque, il nous a été possible de mettre sur pied un programme d'activité destiné à asseoir l'expansion suisse en France sur des bases solides. Dès ces prochaines semaines, des efforts nouveaux seront donc entrepris. Nous nous en réjouissons.

Car si ces actions peuvent contribuer à renforcer une information objective, la solution au problème de la division de l'Europe n'apparaîtra plus si lointaine. Lorsque, loin des slogans, on approfondira les thèses de chacun, on s'apercevra alors que sur bien des points on est beaucoup plus proche les uns des autres qu'on le peut croire communément.

**Chambre de commerce suisse en France**